



JULIA GODDARD/TROMPETTE

Le vacillement vers la tyrannie

Il accomplit la prophétie biblique.

- Richard Palmer
- [29/12/2021](#)

Pas d'injection : pas de vie. C'est la dernière nouvelle en provenance d'Autriche. Les personnes non vaccinées ne peuvent sortir de chez elles que pour acheter des produits de première nécessité, pour travailler ou pour se faire vacciner.

Des millions de personnes en Europe sont confrontées à une décision terrifiante : Se conformer à l'exigence du gouvernement en matière de vaccin contre la COVID ou perdre la possibilité de nourrir leur famille. Plusieurs endroits en Europe ont les restrictions les plus sévères de toutes les démocraties.

La France a été l'un des pionniers des passeports vaccinaux dans le monde libre. À partir d'août 2021, seuls les adultes entièrement vaccinés ou ayant subi un test négatif au cours des 72 dernières heures pouvaient entrer dans des lieux « non essentiels » comme les restaurants, les lieux de divertissement ou les aéroports. La France a récemment prolongé sa législation sur le passeport vaccinal jusqu'à l'été 2022. Bientôt, elle exigera que toute personne de plus de 65 ans subisse une troisième injection de vaccin avant de pouvoir détenir légalement un passeport vaccinal.

En octobre, l'Italie est devenue le premier pays au monde à exiger des passeports vaccinaux pour l'ensemble de sa main-d'œuvre. Si vous le refusez, vous ne perdrez pas votre emploi, mais vous perdrez votre salaire. De cette façon, les non-vaccinés ne peuvent pas prétendre aux allocations de chômage. Les travailleurs doivent montrer leur « laissez-passer vert » pour entrer au travail, aller au restaurant, voir un film, ou pouvoir voyager sur de longues distances. Seuls ceux qui sont vaccinés, qui se sont rétablis de la COVID-19 dans les six mois précédents ou dont le résultat du test est négatif peuvent recevoir ce laissez-passer. Les tests constituent un handicap important. Les travailleurs non vaccinés doivent les passer toutes les 48 heures, et payer pour ce privilège.

En novembre, l'Autriche a imposé les restrictions les plus sévères à ce jour, en assignant en résidence surveillée deux millions de personnes non vaccinées. La police patrouille désormais dans les rues, exigeant de voir le statut vaccinal des personnes.

L'Allemagne s'achemine rapidement vers une situation où même un test négatif n'est pas une option. L'État allemand de Hesse a adopté une loi autorisant toutes les entreprises, y compris les supermarchés, à interdire l'accès de leurs locaux aux personnes non vaccinées. Ces magasins peuvent choisir de n'accepter que les personnes qui ont été vaccinées ou qui peuvent prouver qu'elles se sont remises de la COVID au cours des six derniers mois. Le gouvernement incite activement les entreprises à saisir cette « opportunité ». Les entreprises qui interdisent l'accès aux personnes non vaccinées pourront renoncer à des mesures coûteuses de distanciation sociale. Les non-vaccinés pourraient-ils bientôt être incapables d'acheter des produits de première nécessité ?

Pourquoi l'Europe adopte-t-elle si rapidement des mesures aussi draconiennes ?

Ne jamais laisser une crise se perdre

La pandémie de la COVID a révélé les tendances autoritaires radicales des dirigeants du monde entier. Ceux qui veulent s'emparer de plus de pouvoir ont profité de l'occasion.

Où qu'ils soient mis en œuvre, ces passeports représentent une prise de pouvoir massive et un changement fondamental dans la philosophie de gouvernement. Vous occupez votre emploi, gagnez un revenu, achetez même de la nourriture grâce à la permission gracieuse des élites gouvernementales. Cette permission peut être retirée si vous faites quelque chose qui leur déplaît. Aujourd'hui, cela inclut le fait de refuser la piqûre. Mais demain, cela pourrait être autre chose. Si les mêmes élites libérales qui ont proclamé « *mon corps, mon choix* » peuvent maintenant dire « *votre corps, mon choix* », alors rien ne les empêchera de décréter « *vos droits, mon choix* » dans d'autres domaines de votre vie et de celle de vos enfants.

La plupart des systèmes de cartes d'accès aux vaccins fonctionnent sur *les smartphones*. Même si les gouvernements sont scrupuleusement honnêtes quant aux données qu'ils suivent et à la manière dont ils les utilisent (ce qui serait une première), ces laissez-passer sont toujours nécessaires pour s'enregistrer dans de nombreux lieux. Chaque fois que vous allez au restaurant, au travail ou que vous achetez de la nourriture, le gouvernement saurait exactement où vous êtes.

Certains pays ont même interdit aux personnes non vaccinées de se réunir dans des maisons privées. Il est donc possible que la police entre chez vous pour vérifier votre statut vaccinal et celui de vos invités.

L'Union européenne utilise également les passeports vaccinaux pour centraliser les informations dont elle dispose sur ses citoyens. Elle a mis en place un système permettant à un pays de vérifier le statut vaccinal d'un citoyen d'un autre pays de l'UE.

Même l'Union soviétique n'était pas en mesure de suivre les mouvements de ses citoyens en temps réel. Un tel système pourrait être utilisé à mauvais escient de nombreuses façons. Une fois qu'un gouvernement l'a construit, il pourrait utiliser la même infrastructure pour suivre, contrôler et exclure des personnes pour n'importe quelle raison. Un grand X rouge pourrait s'afficher sur l'écran du conducteur de train, de l'enquêteur, de la caissière du café, du banquier, de l'administrateur de l'école, de l'assistant social, de l'agent de police ou de l'agent du gouvernement si votre nom dans la base de données gouvernementale apparaît comme non vacciné, non enregistré dans le prochain nouveau programme gouvernemental, coupable d'une chose que le gouvernement a déclarée être un crime, impliqué dans un certain parti politique, membre d'un certain groupe religieux, en contact avec certaines personnes, enregistré comme lisant certains documents ou ayant posté une certaine opinion en ligne.

L'infrastructure des passeports vaccinaux ne fera pas tout cela, mais elle fera le gros du travail. Et surtout, elle brisera peut-être le premier et le plus grand obstacle de tous : la résistance des citoyens à renoncer à leurs droits.

Pas seulement des passeports

La crise de la COVID pousse l'Europe à prendre des mesures importantes dans d'autres directions également. À l'été 2020, les dirigeants européens ont convenu d'un fonds de sauvetage de 860 milliards de dollars. Fait crucial, les dirigeants européens ont, pour la première fois, autorisé l'UE dans son ensemble à emprunter de l'argent. Un organisme opaque et non élu, la Commission européenne, a les mains sur les cordons de la bourse.

Ambrose Evans-Pritchard, du *Telegraph*, a écrit que le plan de sauvetage « est une arme à feu économique—mais un obusier politique ». Il a écrit que l'accord marquait « un changement profond dans la structure et le caractère du projet européen » (21 juillet 2020).

Pourquoi ? La Commission européenne est composée de dirigeants non élus qui ont le pouvoir de légiférer, de lever des fonds à partir de la dette commune et de décider de la manière dont ces fonds sont dépensés. Cela signifie qu'elle s'est arrogé les pouvoirs législatifs et exécutifs d'un gouvernement national, en plus des pouvoirs de dépenser.

« Où ailleurs dans le monde un seul organe non élu dispose-t-il du 'droit d'initiative' en matière de législation, et des pouvoirs exécutifs d'un proto-gouvernement, et des prérogatives de dépenses d'un parlement, le tout enveloppé dans un seul organisme ? » Evans-Pritchard a écrit, avertissant que ce pouvoir est « à la limite du totalitarisme en termes constitutionnels, le plus souvent non contrôlé par un contrôle parlementaire significatif » (ibid.).

Sa description la plus prémonitrice du pouvoir politique croissant de l'UE est exprimée en un mot : « césaropapiste ». Ce mot a des connotations de Rome impériale et de décrets papaux. Il est défini comme un système politique dans lequel un seul chef dirige à la fois l'État impérial et l'Église. Evans-Pritchard a peut-être aussi comparé le pouvoir de la Commission européenne de créer et d'appliquer une politique fiscale au pouvoir détenu par les empereurs du passé de l'Europe.

Dans le même temps, le renflouement n'a pas permis de résoudre le problème financier fondamental de l'Europe : une monnaie commune sans un gouvernement commun. L'Italie et l'Espagne peuvent toujours dépenser sans compter, sachant que l'Allemagne sera obligée de les aider ou de risquer la destruction de sa propre économie. C'est pourquoi l'Allemagne veut avoir son mot à dire sur la façon dont l'Italie et l'Espagne devraient leur argent et sont gouvernées.

Le plan de sauvetage a permis à l'Espagne et à l'Italie d'utiliser la carte de crédit de l'Allemagne. La question de savoir s'il s'agissait d'un cas isolé ou d'un nouveau précédent sera un sujet de controverse pour le prochain gouvernement allemand. Quoi qu'il en soit, l'argent du sauvetage qui coule maintenant représente une étape importante vers la construction d'un super-État européen.

Une autre voie vers le fascisme

Il existe un autre moyen par lequel les passeports vaccinaux peuvent susciter un autoritarisme radical en Europe : l'opposition.

Les lois sur le passeport vaccinal ont, à juste titre, suscité de nombreuses protestations. L'extrême droite a profité de la réaction négative. En Italie, lors des manifestations contre le mandat de vaccination, certains se sont présentés avec des tatouages de croix gammée. D'autres portaient des slogans fascistes de l'ère mussolinienne. *Forza Nuova*, un parti politique néo-fasciste, s'oppose ouvertement au mandat de vaccination. C'est l'un des partis les plus extrêmes d'Italie et il est lié à l'antisémitisme. Il veut abroger les lois antifascistes et vise à ressusciter le type de relation étroite avec l'Église catholique que Benito Mussolini avait établie. Ses dirigeants ont participé aux principales manifestations anti-mandat. Certains ont été arrêtés après que les manifestations ont tourné à la violence et que les manifestants ont pris d'assaut le siège d'un syndicat de gauche et un hôpital.

L'Allemagne est confrontée à une dynamique similaire. Les seuls partis qui s'opposent aux confinements et aux mandats vaccinaux sont le Parti démocratique libre et *Alternative für Deutschland* (AfD). Certains hauts dirigeants de l'AfD sont carrément des néonazis. Certains ont déclaré que l'Allemagne devait être fière des « exploits » de ses soldats lors de la Première et Seconde guerre mondiale et ont demandé que les monuments commémoratifs de l'Holocauste soient détruits. L'idée que l'Allemagne devrait être fière de son héritage militaire et doit faire revivre cette tradition est intrinsèque à l'identité de ce parti politique.

Un mouvement encore plus extrême, les *Reichsbürger*, a joué un rôle majeur dans le mouvement anti-mandat et anti-confinement en Allemagne. Il affirme que l'actuelle république fédérale allemande est une forme illégitime de gouvernement et que le véritable État allemand légitime est toujours l'empire allemand.

La présence de l'extrême-droite est indéniable. Bien sûr, les manifestants qui ne sont pas d'extrême droite peuvent difficilement empêcher les néo-fascistes de se montrer. Mais une fois que les extrémistes sont là, la presse s'empresse de concentrer toute son attention sur eux pour discréditer les manifestations.

La situation rappelle la crise des migrants de 2015, lorsque les politiciens, les commentateurs des médias et les experts dominants ont déclaré que la migration de masse était formidable et que si vous vous y opposiez, vous étiez un raciste dangereux. Une infime minorité opposée à la migration de masse était véritablement des racistes dangereux. Mais la plupart ne l'étaient pas.

Cependant, le gouvernement a continué à mentir et à étouffer l'affaire. Comme le rédacteur collaborateur de *Trompette* Brad Macdonald et moi l'avons écrit à l'époque : « Pensez aux conséquences de la tromperie des fonctionnaires allemands. Elle détruit la confiance entre le gouvernement allemand et le public. Que se passera-t-il lorsque la majorité des Allemands se rendront compte qu'ils ont été trompés ? Que se passera-t-il quand la majorité des Allemands perdront leur confiance dans les dirigeants du courant dominant ? » (*Trompette*, mars 2016).

Cette tendance a poussé des personnes normales et tolérantes dans les bras des extrémistes. Ils avaient des préoccupations raisonnables au sujet de la migration de masse, mais personne d'autre ne voulait y répondre. Nous voyons la même chose arriver aujourd'hui à ceux qui ont des préoccupations raisonnables concernant la coercition gouvernementale et l'injection d'un nouveau type de vaccin.

Pourtant, l'effet des mandats de vaccination pourrait être encore pire.

Il existe un autre moyen par lequel les passeports vaccinaux peuvent susciter un autoritarisme radical en Europe : l'opposition.

Il est déjà clair que les vaccins ne sont pas aussi efficaces pour arrêter la COVID-19 telle qu'annoncé. Ils ne sont pas non plus aussi sûrs que le public ait été amené à le croire. Ce fait est maintenant reconnu par certains experts traditionnels, mais il est toujours ignoré de manière poignante par les décideurs de l'information traditionnelle. Le comité d'experts sur les vaccins du Royaume-Uni a refusé de les recommander pour les enfants de 12 à 15 ans. La *Food and Drug Administration* des États-Unis (Agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux) a refusé d'approuver les injections de rappel pour tous les adultes. Lors des audiences publiques, les experts ont discuté des risques des vaccins. Il n'y a pas eu d'études sur les effets à long terme de ces vaccins ; les vaccins mRNA n'existent pas depuis assez longtemps.

Et si les vaccins s'avéraient être une erreur—une erreur trop importante pour être cachée ? Que se passera-t-il si les gens en viennent à croire qu'ils ont été forcés par leur gouvernement à injecter une substance dangereuse à eux-mêmes et à leurs enfants ? Alors toutes les sources principales, établies et élitistes auront été prouvées fausses. Un échec public du vaccin discréditerait toutes les grandes institutions et toute la politique dominante. Ce serait la plus grande crise politique depuis la fin de la guerre froide. Cela signifierait un bouleversement radical des médias et du gouvernement.

Et en Italie et en Allemagne en particulier, cela pourrait bien pousser les gens vers la droite. Les institutions les plus notables qui auront raison dans ces pays seront les néo-fascistes et les néo-nazis.

Si cela se produit, cela ébranlerait le monde entier. Ce serait une autre crise—pire que celle de la COVID-19. Beaucoup seraient désillusionnés par leurs dirigeants actuels. Et un dirigeant politique fort et rusé ne laisserait pas cette crise se perdre.

Une marque mortelle ?

L'Europe a donc deux voies différentes vers l'autoritarisme.

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit dans le [numéro de juillet 2020](#) : « L'un des effets les plus importants de la panique mondiale à propos de la COVID-19 a été presque ignoré. La réponse de l'Europe à la pandémie accélère l'accomplissement de l'une des prophéties les plus cruciales de votre Bible concernant le temps de la fin ! Le coronavirus accélère l'arrivée du Saint-Empire romain prophétisé. [...] »

« La Bible dit que 10 rois se lèveront en Europe, dans ce temps de la fin, dirigés par un homme fort dominant. Ces rois formeront le Saint-Empire romain. La pandémie liée au coronavirus aide à la mise en place de ces 10 rois ! Nous devons penser à ces rois prophétisés, qui se lèvent maintenant. À la suite de la récente crise, divers dirigeants européens ont pris des mesures dictatoriales. »

Il a averti que la crise de la COVID serait utilisée comme une opportunité pour remodeler l'Europe. Il a averti que les libertés civiles seraient attaquées. « Compte tenu de la longue et douloureuse histoire de l'Europe faite de dirigeants forts, restreignant les libertés pour réaliser leurs ambitions, c'est extrêmement dangereux ! », a-t-il écrit. « LES DIRIGEANTS EUROPÉENS SE COMPORTEMENT DE PLUS EN PLUS COMME DES DICTATEURS ET ASSUMENT UN POUVOIR DICTATORIAL. LES CITOYENS EUROPÉENS SONT CONDITIONNÉS POUR ACCEPTER UNE DIRECTION PLUS TYRANNIQUE. » C'est exactement ce que nous voyons dans les passeports vaccinaux, où les gouvernements décident qui peut travailler et même qui peut manger.

Le livre de l'Apocalypse décrit la puissance européenne autoritaire à venir comme une puissante « bête », un empire dirigé par une église, issu de l'ancien Empire romain. Il nous dit que cet empire imposera une marque, « et que personne ne pût acheter ni vendre, sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom » (Apocalypse 13 : 17).

Le vaccin n'est pas cette marque. Mais jusqu'à cette année, l'idée qu'un gouvernement détermine qui peut acheter, vendre ou faire du commerce semblait absurde. C'est désormais une réalité. Pour que la marque entre en vigueur, il suffit que le mandat gouvernemental passe d'une série d'ordres notionnels de santé publique à une série d'ordres de soumission au pouvoir religieux de l'État. Si cela semble absurde, attendez un an.

Le regretté Herbert W. Armstrong a mis en garde contre cette puissance et cette marque dès les années 1920. Pour certains, l'idée qu'une Europe démocratique et respectueuse des droits de l'homme se transforme en ce genre de bête autoritaire était impossible. Pourtant, aujourd'hui, cette transformation se produit sous nos yeux.

La Bible prophétise que cette puissance bestiale détruira le monde entier. Mais elle joue également un rôle majeur dans le plan de Dieu pour les événements de la fin des temps. Son avènement est le signe d'un grand danger. Mais la prophétie révèle également qu'il est aussi un signe de grande espérance. Le temps imparti aux empires des hommes est presque terminé. Bientôt, il n'y aura plus de gouvernements tyranniques d'hommes profitant des crises et utilisant la peur pour accroître leur pouvoir au détriment, en mettant en danger et en tuant des millions de personnes. L'empire qui se lève actuellement en Europe sera le dernier avant que les gouvernements de ce monde ne soient dépassés par un nouveau gouvernement véritablement bienveillant, dirigé par le seul Être capable de gouverner les êtres humains : leur Créateur.

La 'marque de la bête' en Europe

Les passeports COVID ne sont pas la « marque de la bête » prédite par la Bible. Mais cette marque est déjà active en Europe ! Demandez votre exemplaire gratuit de [@qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique ?](#) par Herbert W. Armstrong.



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**Qui est, ou
qu'est-ce que,
la bête prophétique**

maintenant en cliquant ici